

Reporters sans frontières

<http://www.rsf.org/colombie-les-ondes-contre-les-balles-10-08-2012,43199.html>

Amériques - Colombie

En zone de combat

“Les ondes contre les balles” : les radios indigènes du Cauca

10 août 2012

Après celles de 2004 et 2008, la troisième Minga – mobilisation – des peuples indigènes de Colombie est convoquée ce 10 août 2012 sous le mot d’ordre : “Pour la défense de la Terre Mère, 520 ans de résistance”. Reporters sans frontières a choisi cette date pour rendre publics le compte-rendu et le film de la mission conduite dans le département du Cauca à la fin du mois de juillet dernier par la correspondante colombienne de l’organisation, **Fabiola León Posada**, et le documentariste italien **Simone Bruno**.

Vidéo (sous-titrée en anglais, sous-titrage français en attente) :

Reçue une première fois, en 2010, par les représentants des radios communautaires affiliées au Conseil régional indigène du Cauca (CRIC), Reporters sans frontières a voulu manifester une vigilance particulière vis-à-vis de ces dernières, alors que les combats entre l’armée et la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie [ont repris en intensité](#) depuis juillet dernier.

Vecteurs cruciaux de cohésion d’une population et de transmission d’une culture, les radios communautaires constituent également un gage contre l’isolement de populations prises dans les feux croisés d’un interminable conflit armé, et stigmatisées des deux côtés de la ligne de front. Deux de ces radios – *Voces de Nuestra Tierra* à Jambaló et *Nasa Estéreo* à Toribío – ont dû récemment suspendre leurs activités. La première a vu son antenne détruite, le 3 juillet. Ses journalistes et animateurs nous ont apporté leur témoignage au cours de la mission.

Loin d’être des victimes “collatérales” des belligérants, les populations indigènes en sont des cibles désignées. La menace vient tout autant d’une armée qui les soupçonne de “collusions

avec la guérilla”, que de la guérilla qui voient en elles des “collaborateurs de l’État”. Ce climat s’est encore alourdi avec les nouveaux avertissements de [groupes paramilitaires](#), les Aigles Noirs et les Rastrojos, qui ont promis, le 28 juillet dernier, un vaste “nettoyage social” [sic] dans la région du Nord Cauca. Ces mercenaires de la terreur pourraient être les auteurs de l’assassinat sous les yeux de sa famille, le 14 octobre 2010, du leader communautaire et homme de radio **Rodolfo Maya Aricape**, crime resté impuni à ce jour.

Dans le contexte de recrudescence des affrontements constatés dans le département du Cauca et affectant directement l’espace de communication des populations indigènes, Reporters sans frontières continue de réclamer :

- Une aide publique et internationale - à laquelle elle compte prendre part dans la mesure de ses moyens - à la reconstruction des médias communautaires affectés par les combats.
- La sécurisation des espaces de communication et de rassemblement dont doivent disposer les communautés.
- Le cessez-le-feu et la protection des populations civiles à l’écart des combats.

Résumé du rapport

Dans son rapport (version intégrale à lire en espagnol), Reporters sans frontières revient sur les manœuvres d’intimidation, attentats et sabotages qui ont particulièrement affecté le milieu des radios communautaires. Ce document tente également de restituer le processus de consolidation des réseaux de communication indigènes de cette région, à mesure que le conflit armé y a gagné en intensité.

C’est en 1971 qu’est institué le CRIC, autour duquel se fédèrent différentes instances représentant les peuples Nasa, Misak, Yanacona, Totoró, Kokonuco et certains groupes paysans. La population indigène du département est aujourd’hui estimée à plus de 250 000 personnes réparties entre 77 communautés locales nommées *resguardos*. L’essor des radios communautaires prend racine avec le projet Nasa, initié en 1980 par le prêtre indigène Alvaro Ulcué, assassiné le 10 novembre 1984 selon toute vraisemblance par des agents de l’État. Le projet s’articule autour de quatre thèmes centraux : l’autonomie territoriale, l’exercice d’un gouvernement local, la consolidation de l’identité, le vide de gouvernement national. Plusieurs initiatives locales, portant sur les domaines de la santé, de l’environnement, de la famille, de la spiritualité ou encore de l’éducation (qui inclut elle-même la communication) voient alors le jour dans le sillage du projet Nasa

C’est à cette même époque que la guérilla, depuis longtemps présente, remporte une offensive à Toribío. Malgré la résolution de Vitoncó, en 1985, réclamant la démilitarisation des territoires indigènes, cet épisode marque le déclenchement d’une violence sans issue dans le département du Cauca, qui prend encore de l’ampleur dans les années 2000 avec l’implantation des blocs paramilitaires “Calima”, “Farallones” et “Liberté”, issus des Autodéfenses unies de Colombie (AUC).

Malgré le danger devenu permanent, les interruptions d’activité, les confiscations régulières d’équipement et les difficultés économiques, les radios communautaires deviennent avec le temps le lieu stratégique de mobilisation dans les *resguardos*. Comme nous l’expliquent leurs représentants rencontrés lors de la mission, elles accompagnent et relaient tous les “plans de vie des communautés, donnent de l’écho aux mingas locales - dont celles des femmes ou des jeunes - et constituent un support indispensable d’expression collective lors des assemblées communautaires. Les antennes indigènes du Cauca n’en continuent pas moins de porter des revendications politiques de longue date et de longue haleine qui expliquent qu’elles représentent, pour les belligérants, des cibles militaires prioritaires.

Les affrontements armés du mois de juillet ont ramené au premier plan le mot d’ordre d’autonomie régionale. Les communautés l’ont notamment manifesté lorsque leur garde indigène est parvenue à déloger des soldats en faction sur le Cerro Berlín, à Toribío, le 17 juillet. La confrontation a fait 22 blessés. Mais la préoccupation des populations indigènes porte également sur la couverture donnée à l’événement par les principaux médias du pays. Condamnant un traitement biaisé et défavorable aux communautés, le CRIC a adressé, le 26 juillet, une lettre ouverte à dix-sept directeurs de chaînes, radios ou publications d’audience nationale. Le courrier attend sa réponse. Comme l’offre de dialogue auprès du gouvernement.

• , (JPEG - 218 ko)
